



DEVERROUILLER LE POTENTIEL TRANSFORMATEUR DES CANTINES SCOLAIRES SUR LES SYSTEMES ALIMENTAIRES LOCAUX AU SENEGAL

« Ces travaux ont été réalisés grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international, établi à Ottawa, au Canada. »

LISTE DES CONTRIBUTEURS/CONTRIBUTRICES

IPAR	IFPRI	GRDR
Dr Sidy Tounkara Anta Faye Isac Mingou Dr Laure Tall Fatou Kiné Cissé	Dr Claudia Ringler	Seyni Kébé
CICODEV Afrique	Fatou La Jumelle	DCaS
Amadou Kanouté Khady Thiané Ndoeye	Fatou Maissa Dia	Elhadji Seck



TABLE DES MATIÈRES

Liste des contributeurs/contributrices	2
Table des matières	3
Résumé exécutif	4
Introduction	5
1 Etat des lieux de l'alimentation scolaire au Sénégal	6
1.1 Cadre politique et légal de l'alimentation scolaire en construction	6
1.1.1 Cadre politique en évolution	6
1.1.2 Cadre juridique limitant : absence de loi spécifique sur l'alimentation scolaire et rigidité des règles d'accès aux marchés institutionnels	7
1.2 Vers des ressources financières endogènes	7
1.3 Modèles d'approvisionnement encore largement basés sur l'importation	8
2 Défis majeurs à relever	8
2.1 Cadre politique et légal innovant et contraignant	8
2.2 Cadre juridique incitatif et sécurisant	9
2.3 Cadre opérationnel	9
2.4 Financement endogène et innovant	9
2.5 Alimentation scolaire basée sur la production locale	10
3 Recommandations stratégiques	10
3.1 Réformer le cadre politique et institutionnel	10
3.2 Mettre en place des mécanismes de financement endogènes, innovants et sécurisants	10
3.3 Mettre en place un cadre juridique et réglementaire favorable à l'alimentation scolaire	11
3.4 Connecter l'alimentation scolaire aux producteurs locaux par la contractualisation	11
Conclusion	12
Références	13

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'alimentation scolaire se présente à la fois comme un important levier de promotion des systèmes alimentaires locaux, un instrument de protection sociale, de lutte contre la faim et la malnutrition en milieu scolaire où les enfants bénéficiant de repas sains et nutritifs à l'école montrent de meilleurs résultats scolaires. Ainsi, la coalition mondiale pour l'alimentation scolaire, lancée par un groupe d'Etats membres des Nations Unies lors du Sommet 2021 sur les systèmes alimentaires, a pour ambition de garantir à chaque enfant un repas nutritif et sain à l'école d'ici 2030.

Pourtant, l'alimentation scolaire reste confrontée à des défis majeurs. Le plus important des défis est le financement suffisamment conséquent, stable et sécurisé. Par ailleurs, la question de la connexion des cantines scolaires aux circuits de production et d'approvisionnement local régulier en produits de qualité couvrant la demande demeure encore une condition *sine qua non* pour une généralisation des cantines scolaires fondée sur la promotion des systèmes alimentaires durables et territorialisés. Pour faire du marché de l'alimentation scolaire un levier de développement des systèmes alimentaires locaux, le Gouvernement du Sénégal doit rénover et renforcer le cadre politique et institutionnel qui gère l'alimentation scolaire. Il doit aussi fournir un effort financier plus important par la mobilisation de mécanismes de financement endogènes, innovants et sécurisés dans un contexte marqué par le rétrécissement de la contribution financière des bailleurs classiques (PAM, Counterpart International, etc.). De plus, la réforme du cadre juridique et réglementaire régissant l'accès des « petits » producteurs locaux aux marchés institutionnels y compris les cantines scolaires est nécessaire pour le rendre plus incitatif et plus sécurisé pour les différents acteurs. Enfin, lier l'approvisionnement des cantines scolaires à la production locale de qualité capable de répondre à la demande requiert de renforcer les capacités des acteurs et de relancer les dynamiques coopératives.



INTRODUCTION

Le Forum africain sur les systèmes alimentaires (AFSF 2025) a été une occasion pour l'IPAR et l'IFPRI de coorganiser un événement parallèle sur les cantines scolaires comme levier de transformation des systèmes alimentaires locaux le 2 septembre 2025 à Dakar, au Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD). Cette rencontre avait pour but de mettre en lumière le potentiel des cantines scolaires en tant que marché institutionnel et vecteur de transformation positive des systèmes alimentaires locaux.

Ce panel dont l'organisation a été coordonnée par la Chargée de programme à IPAR, Mme Fatou Kiné Cissé, et dont la modération a été assurée par la Directrice Exécutive de l'IPAR, Dr Laure Tall, a vu la participation du Chef de la Division des Cantines Scolaires (DCaS), M. Elhadji Seck, du Chargé de programme d'alimentation scolaire au GRDR, M. Seyni Kébé, de la Directrice d'unité de transformation de produits de locaux (Fatou La Jumelle), Mme Fatou Maisa Dia, de la Cheffe de la Division Natural Resources and Resilience (NRR) à IFPRI, Dr Claudia Ringler, du Directeur Exécutif de CICODEV Afrique, M. Amadou Kanouté, et du Chercheur et coordonnateur de projets à IPAR, Dr Sidy Tounkara. Cette note fait la synthèse des résultats issus de ce panel, avec des recommandations stratégiques, pour contribuer aux débats et aux propositions de solutions issues de l'AFSF 2025.

The poster is for a side event titled "Les Cantines Scolaires au Service des Systèmes Alimentaires Locaux". It features logos for IPAR Think Tank, AFRICA FOOD SYSTEMS FORUM, IFPRI (50 YEARS OF IFPRI), and CGIAR. A Zoom logo is also present. The event is scheduled for "Mardi 02 - Septembre - 2025 / Heure : 15h - 16h".

Speakers:

- Mme Claudia Ringler, Directrice, Natural Resources and Resilience (NRR) IFPRI
- M. Amadou Kanouté, Directeur Exécutif, CICODEV Africa
- M. Seyni Kébé, Chargé de programme d'alimentation scolaire à GRDR
- Mme Fatou Meissa Dia, Directrice Unité de transformation fruits légumes et céréales locale Fatou La Jumelle
- M. Sidy Tounkara, Chercheur Sociologue à IPAR

Modératrice:

- Dr Laure Tall, Directrice de recherche à IPAR

The poster also includes a photograph of a school canteen with children and staff.

1 ETAT DES LIEUX DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE AU SÉNÉGAL

Depuis 1963, le Sénégal disposait d'un Service des cantines, des jardins et des œuvres scolaires devenu, en 2002, la Cellule d'Orientation et de Gestion des cantines scolaires, puis en avril 2009, la Division des Cantines Scolaires (DCaS) qui a pour mission de « *promouvoir le développement des cantines scolaires, assurer la planification, la coordination et le suivi-évaluation de tous les programmes et opérations sur les cantines scolaires* » (République du Sénégal, 2011).

En 2003, le Sénégal a fait partie des pays africains qui ont décidé d'intégrer les programmes d'alimentation scolaire basés sur la production locale portée par de « petits » exploitants agricoles, conformément au cadre agricole stratégique de l'Union Africaine. Cela a donné naissance à des programmes pilotes d'Alimentation Scolaire liés à la Production Locale (ASPL) qui « *constitue un modèle de repas scolaires composés d'aliments sains, variés et nutritionnels, produits localement par de « petits » exploitants agricoles et proposés aux enfants des écoles* » (FAO et al, 2017).

En 2016, les Chefs d'Etat africains ont déclaré que « *la stratégie d'alimentation scolaire liée à la production locale améliore l'éducation, stimule l'économie locale et les petites exploitations agricoles, et contribue à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable* » et dédié la première Journée africaine de l'alimentation scolaire à l'ASPL (FAO et al, 2017).

Depuis le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires tenu à Rome en 2021, l'alimentation scolaire s'est progressivement imposée comme un des leviers essentiels des politiques de développement agricole, nutritionnel et de protection sociale. À cette date, on estimait à 65,9 millions le nombre d'enfants africains bénéficiant de repas scolaires dont 22,4 millions en Afrique de l'Ouest, une région ayant enregistré une hausse de 11% entre 2020 et 2022. Toutefois, au Sénégal, la proportion d'enfants scolarisés bénéficiant d'un repas à l'école restait inférieure à 20% en 2022 (Union Africaine, 2022).

En 2022, 19,6% des écoles du Préscolaire, 19% des écoles de l'Elémentaire, 22,4% des écoles du Moyen et 18,8% des écoles du Secondaire disposaient de cantines scolaires (DPRE/MEN, 2022). En 2023, le Sénégal a rejoint la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire, symbole d'un fort engagement à l'échelle mondiale de la lutte contre la faim et la malnutrition notamment en milieu scolaire.

Malgré cet engagement fort, l'état de l'alimentation scolaire au Sénégal soulève des questions sur l'environnement politique, juridique et financier du pays nécessaire pour parvenir à l'accès universel aux repas scolaires (Tounkara et al., 2024).

1.1 Cadre politique et légal de l'alimentation scolaire en construction

1.1.1 Cadre politique en évolution

Au-delà de son engagement dans des stratégies politiques globales à l'échelle mondiale et africaine, des documents de stratégie politique du Sénégal reconnaissent et intègrent l'alimentation scolaire comme un levier de développement et de protection sociale, en plus de son impact positif sur la performance scolaire des élèves. En effet, par le passé, le Plan Sénégal Emergent (PSE) considérait « *l'alimentation scolaire comme un filet de sécurité sociale et une opportunité pour la valorisation de la production locale* » (République du Sénégal, 2014) pendant que le Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence de l'Education et de la Formation (PAQUET-EF) fait des cantines scolaires un levier de performance pour les élèves (Diagne, 2023). Par ailleurs, la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS) 2015-2025 considère que les cantines scolaires peuvent contribuer à « *l'universalisation de la sécurité alimentaire pour les*

enfants à travers leur passage à l'échelle, notamment dans les écoles primaires et les daaras » (Banque Mondiale, 2023).

Aujourd'hui, avec l'appui et l'accompagnement du Groupe Multisectoriel de l'Alimentation et de la Nutrition à l'École (GMSANE), mis en place par arrêté ministériel en septembre 2024, l'Etat du Sénégal est en train de réviser de manière participative et inclusive la Politique Nationale d'Alimentation Scolaire (PNAS) basée sur la production locale et d'élaborer le Plan stratégique quinquennal 2026-2030 pour l'opérationnaliser.

1.1.2 Cadre juridique limitant : absence de loi spécifique sur l'alimentation scolaire et rigidité des règles d'accès aux marchés institutionnels

La question de l'accès aux marchés institutionnels, y compris les cantines scolaires, par les « petits » producteurs agricoles ou les « petites » unités de transformation agroalimentaire est toujours d'actualité au Sénégal. En effet, la réglementation est toujours perçue par les acteurs comme étant une barrière « infranchissable » les jeunes entrepreneurs agricoles et agroalimentaires. Au Sénégal, l'approvisionnement en denrées alimentaires des marchés institutionnels est encadré par des règles spécifiques à la passation de marchés publics. Or, les conditions définies par ce cadre juridique ont montré leurs limites: procédures trop complexes et trop lourdes, primauté accordée au prix au détriment de la qualité des produits et d'autres valeurs socio-économiques, coût élevé des conditions de participation, accès limité aux informations et retards et conditions de paiement en défaveur des « petits » producteurs voire des organisations de producteurs (Swensson, 2020).

Pourtant, le marché des cantines scolaires, surtout avec une perspective de généralisation des repas scolaires, peut constituer une opportunité économique porteuse pour la transformation locale, souvent investie par les femmes. À la suite d'un retour d'expériences partagé lors du panel, grâce aux commandes régulières passant de 50 kg/jour à 500 kg/jour, les femmes transformatrices peuvent se formaliser, s'autonomiser sur la base de contrats durables avec les producteurs et les collectivités. Les cantines scolaires deviennent ainsi un outil de lutte contre la malnutrition, de renforcement des capacités des femmes et des producteurs, de promotion du consommateur local, des systèmes alimentaires locaux et de création d'emplois. Les cantines scolaires sont un levier de développement des marchés institutionnels à travers :

- la production via l'approvisionnement en circuits locaux, la préservation des surfaces agricoles des exploitations familiales et le développement économique ;
- la promotion de la consommation, de la diversité alimentaire locale auprès des jeunes, femmes, ménages et d'une transition vers des modes et modèles de consommation durable.

1.2 Vers des ressources financières endogènes

Le *Rapport biennal de l'Union africaine sur l'alimentation scolaire issue de la production locale (2021-2022)* montre que les budgets nationaux, les donateurs nationaux, le secteur privé et les donateurs extérieurs sont les principaux financeurs de l'alimentation scolaire avec une baisse de la contribution des donateurs nationaux dans les pays à faibles revenus où les gouvernements ont, tout de même, fournis des efforts financiers en passant de 34% en 2020 à 45% en 2022 en sachant que le coût moyen annuel de l'alimentation scolaire par enfant est de 33 Dollars US dans les pays à faibles revenus. Toutefois, cet engagement financier reste bien limité au regard des besoins colossaux.

Selon l'étude menée par CICODEV Afrique et Counterpart International en 2024 sur l'analyse budgétaire de l'alimentation scolaire, l'Etat du Sénégal octroyait seulement 0,11% du budget du Ministère de l'Education Nationale aux cantines scolaires. Un investissement qui tourne aujourd'hui autour de 4 264 045 120 FCFA en 2025 sur un budget de 975,05 milliards de FCFA alloué à l'Education. La couverture des cantines scolaires par l'Etat est passée de 53% en 2012 à environ 13% en 2025 (GMSANE, janvier 2025) en raison de la dépendance aux financements extérieurs qui tendent à se réduire progressivement.

Cette faiblesse du financement des cantines scolaires a été également relevée par l'étude menée en 2022 sur l'impact des programmes de protection sociale au Sénégal par le Laboratoire d'Analyse et de Recherche sur les Transformations Economiques et Sociales (LARTES) dans le cadre du projet « *Renforcer la société civile pour une protection sociale efficace –REPROSOC* » mis en œuvre par CICODEV Afrique. L'étude a montré qu'aucun des budgets des programmes de protection sociale dont les cantines scolaires n'atteint 2% du budget national de 7 000 milliards de FCFA en 2023.

1.3 Modèles d'approvisionnement encore largement basés sur l'importation

Concernant l'approvisionnement des cantines scolaires en denrées alimentaires, malgré l'ambition de l'Etat du Sénégal à l'arrimer sur la production locale de qualité, les systèmes d'approvisionnement actuels demeurent largement extravertis. En effet, plusieurs modèles d'approvisionnement se superposent au Sénégal. Le modèle d'achats de vivres importés et le modèle d'achats locaux ne favorisent pas forcément la consommation de la production locale car les denrées sont soit importées, soit achetées localement à partir de produits importés (PAM, 2023b ; CI, 2023). En revanche, le modèle des cuisines centrales, partagé par le GRDR lors du panel, permet de voir qu'il est possible, pour les cantines scolaires, d'être un levier pour les systèmes alimentaires locaux à conditions de veiller à une mise en réseau réussie basée sur la négociation flexible des prix entre producteurs et comités de gestion des écoles. Tout compte fait, la nouvelle orientation stratégique est de privilégier la production agroécologique locale pour tout intervenant dans la mesure du possible pour renverser la tendance importatrice.

2 DÉFIS MAJEURS À RELEVER

Les nombreux défis qui caractérisent l'alimentation scolaire au Sénégal se rattachent aux aspects politique, juridique et financier mais aussi de gouvernance et de renforcement des capacités qui caractérisent l'approvisionnement local des cantines scolaires en produits de qualité dans un contexte d'inclusion sociale.

2.1 Cadre politique et légal innovant et contraignant

La question de l'alimentation scolaire au Sénégal souffre d'un manque de soubassement juridique spécifique avec une vision claire pour atteindre la généralisation des cantines scolaires. Avec le changement de gouvernement, amener l'alimentation scolaire à jouer le rôle qui lui revient dans le Nouvel Agenda de Transformation National 2050 reste un défi majeur.

Cependant, ce défi est en passe d'être relevé grâce au travail d'appui et d'accompagnement du GMSANE qui est le fruit d'un travail multi-acteurs et multisectoriel conduit sous la houlette et la coordination d'acteurs de la société civile et institutionnels. Ce travail

a abouti à une PNAS et à un Plan stratégique quinquennal en cours de construction collective et de validation multi-acteurs et multisectorielle.

Par ailleurs, l'alimentation scolaire devient une priorité gouvernementale à travers son intégration dans les mesures prises à l'issue des travaux de la réunion du conseil interministériel sur la préparation de la rentrée 2025-2026. Cela invite à l'approfondissement de la réflexion sur les cantines scolaires en cohérence avec les politiques d'action sociale et de solidarité nationale.

2.2 Cadre juridique incitatif et sécurisant

Au-delà de la stratégie politique, un autre défi est de conduire une réforme de l'environnement juridique et réglementaire qui soit incitatif et sécurisant pour les différents acteurs de la chaîne de l'alimentation. L'allègement des conditions d'accès aux marchés institutionnels avec une politique en faveur des jeunes et des femmes entrepreneurs ou exploitants permet de renforcer la part de la production locale dans les commandes de l'alimentation scolaire. A cela, s'ajoute le défi d'une loi spécifique à l'alimentation scolaire au vu de son importance stratégique et multisectorielle pour promouvoir la production locale.

Aujourd'hui, le plaidoyer mené par les acteurs de la société civile et l'engagement des parlementaires pour l'adoption d'une loi sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale et son financement adéquat ont convaincu les nouvelles autorités de la nécessité d'avoir une loi spécifique à l'alimentation scolaire.

2.3 Cadre opérationnel

Pour une bonne articulation de l'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux, ces dernières doivent s'adapter aux contextes locaux. Cependant, la multiplicité des modalités d'intervention rend complexe le suivi des interventions. L'Etat devra définir des cadres ou modes opératoires en fonction des zones d'intervention pour une meilleure harmonisation et une coordination efficace. La décentralisation du GMSANE au niveau départemental devrait contribuer à favoriser une cohérence et une harmonisation des interventions.

2.4 Financement endogène et innovant

La question du financement de l'alimentation demeure un défi énorme au regard des besoins nationaux, du repli financier des partenaires historiques et de la timidité de l'effort financier au niveau national. A ce niveau, il s'agit de trouver les mécanismes de financement innovants et endogènes qui permettent de combler le gap laissé par la tendance baissière du financement extérieur.

Il est, cependant, important de noter les contributions des ménages au fonctionnement des cantines scolaires. Des organisations opératrices de cantines scolaires partenaires de CICODEV Afrique, notamment GRDR et Counterpart International, ont pu mobiliser des apports en numéraire ou en nature des ménages. Cette contribution communautaire varie entre 20 à 30% du prix du repas scolaire selon les zones d'intervention du GRDR. La contribution du temps de travail des femmes représente 25% du prix du repas scolaire. Pour Counterpart International, la valeur financière des contributions communautaires et dépenses quotidiennes dans les régions de Kolda et Sédhiou s'élève respectivement à 170 653 914 FCFA et 176 539 614 FCFA entre 2021-2025.

2.5 Alimentation scolaire basée sur la production locale

Les cantines scolaires dépendent encore largement de produits importés, coûteux et peu adaptés aux réalités locales car le système productif national n'est pas encore en mesure de satisfaire la demande en aliments locaux, sains, diversifiés, nutritifs et régulièrement accessibles à grande échelle.

Relever ce défi, à travers les cantines scolaires, reviendrait à contribuer à réduire l'insécurité alimentaire, à soulager les ménages et à stabiliser les revenus des producteurs tout en promouvant des pratiques agroécologiques, l'inclusion sociale et le rôle des femmes. Le panel a montré que *« chaque kilo de céréales acheté localement par une cantine, c'est du revenu en plus pour une femme formatrice et un producteur local, et du capital social pour toute la communauté »*.

3 RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Si l'Etat du Sénégal veut davantage renforcer les liens entre la production agro-alimentaire locale durable et l'approvisionnement des cantines scolaires pour son effet d'entraînement sur plusieurs dimensions du développement socio-économique et environnementale, il est nécessaire d'agir concrètement sur un certain nombre de leviers essentiels au regard des défis majeurs identifiés.

3.1 Réformer le cadre politique et institutionnel

A ce stade, il s'agit de maintenir voire redynamiser le GMSANE, un cadre multi-acteurs et multi-sectoriel, pour faire finaliser et adopter la PNAS accompagnée d'un Plan stratégique quinquennal 2026-2030. A cela, s'ajoute le renforcement institutionnel de la DCaS en l'érigeant en Direction ou Agence dotée de moyens humains, matériels et financiers assez conséquents. Par ailleurs, il est particulièrement intéressant de signaler que la question de l'alimentation scolaire est inscrite parmi les priorités gouvernementales des nouvelles autorités notamment l'amélioration du Bien-être des élèves à travers :

- le Programme P11 - Mise à niveau des infrastructures et équipements scolaires et amélioration de l'environnement d'apprentissage qui inclue le programme P11.D relatif au Programme National d'Alimentation Scolaire ;
- la décision prise (n°22) à l'issue de la réunion interministérielle de la rentrée 2024 tenue le 19 septembre 2024 qui prévoit que le Ministère de l'Education Nationale, en rapport avec le Ministère chargé des Finances et du Budget, procède à une évaluation adéquate des crédits destinés aux cantines scolaires pour faciliter le lancement et la mise en œuvre du Programme national des cantines scolaires.

L'enjeu aujourd'hui reste le suivi et l'effectivité de cette décision gouvernementale.

3.2 Mettre en place des mécanismes de financement endogènes, innovants et sécurisants

Dans la nouvelle orientation politique qui vise à renforcer la souveraineté du Sénégal, il est nécessaire d'explorer la contribution des collectivités territoriales, du secteur privé à travers la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE), des communautés (parents d'élèves), etc. Ces mécanismes de financement peuvent prendre la forme pécuniaire ou en nature ou en force de travail dans les cuisines pour pouvoir compter de moins en moins sur les donateurs internationaux notamment pour les ressources dédiées au fonctionnement des cantines scolaires.

De plus, l'Etat doit veiller à concrétiser la préconisation des écoles qui consiste à allouer 16,4% du budget de l'Education nationale aux cantines scolaires. Par ailleurs, cette recommandation pourrait être réalisable grâce aux ressources pétrolières et gazières en guise d'investissement dans les générations futures car « *investir dans un repas scolaire, c'est investir dans la santé des enfants, l'avenir des producteurs locaux, et la souveraineté alimentaire du pays* », a indiqué le panel, sans oublier que 1 Dollar US investi dans l'alimentation scolaire entraînerait un gain de 9 Dollars US (Banque Mondiale, 2023).

3.3 Mettre en place un cadre juridique et réglementaire favorable à l'alimentation scolaire

Pour mettre en place divers mécanismes de financement endogènes, innovants et sécurisants, le cadre juridique et réglementaire actuel mérite d'être réformé. Le contexte paraît encore plus pertinent avec le Plan de Redressement Economique et Social (PRES) du nouveau Gouvernement qui exige des réformes dans ce sens. Donc, il est hautement stratégique de veiller à prendre en compte les besoins de financement souverain des cantines scolaires.

Par ailleurs, il est impératif de revoir les conditions juridiques des passations des marchés institutionnels et de mettre en place une loi spécifique relative à l'alimentation scolaire basée sur la production locale pour renforcer la part de la contribution de la production locale dans les commandes scolaires.

3.4 Connecter l'alimentation scolaire aux producteurs locaux par la contractualisation

Dans la mesure où l'approvisionnement local des cantines scolaires n'est pas exploité dans toutes ses potentialités, il est stratégique de créer les conditions pour y parvenir. En effet, la contractualisation est un outil expérimenté par les acteurs de terrain qui a montré qu'il est possible de lier, avec succès, alimentation scolaire et production locale mais à certaines conditions. Un mécanisme souple et flexible de négociation et de fixation des prix entre cantines scolaires et organisations de producteurs et la professionnalisation des acteurs par un renforcement de leurs capacités demeurent des exigences pour assainir et renforcer ce lien.

Par ailleurs, le modèle d'achats groupés pour des écoles d'une même zone alimentée par une cuisine centrale doit être promu pour non seulement rationaliser les coûts logistiques mais aussi pour créer des économies d'échelle. Le futur cadre des Coopératives Agricoles Communautaires (CAC), un programme phare du Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de l'Elevage (MASAE), doit intégrer la contractualisation avec les écoles pour fournir les cantines scolaires à partir de la production locale en quantité et de qualité.

CONCLUSION

Les cantines scolaires constituent un levier stratégique non seulement pour réduire la faim et la malnutrition des enfants scolarisés, facteurs essentiels de contreperformances, mais aussi pour l'équité territoriale, le développement socio-économique des territoires, l'inclusion des femmes et des jeunes et la souveraineté alimentaire. Ce panel a réuni des acteurs institutionnels, de la recherche, de la société civile et du secteur privé pour exposer l'état des lieux, débattre des défis et perspectives de l'alimentation scolaire au Sénégal tout en esquissant des pistes stratégiques d'amélioration du lien entre l'alimentation scolaire et la production locale. Si l'utilité des cantines scolaires n'est plus à démontrer, l'enjeu actuel est relatif à leur extension car elles sont non seulement un outil de lutte contre la pauvreté mais aussi un instrument de développement socio-économique local durable. « *Une école n'est pas seulement un lieu d'apprentissage, mais un cadre de vie qui doit répondre à la vulnérabilité des élèves* ».

Lors du panel, des responsables institutionnels, chercheurs, praticiens et d'entrepreneurs ont dressé un état des lieux marqué par des défis de l'approvisionnement local (logistique fragile, manque de normes de qualité, financement limité, accès limité aux marchés institutionnels, etc.). Cependant, des perspectives émergent avec le modèle innovant des cuisines centrales, des partenariats public-privé, de la valorisation de l'agroécologie et du rôle central des organisations paysannes pour connecter écoles, producteurs et transformateurs par la contractualisation négociée, souple et flexible.

En somme, les cantines scolaires sont au croisement de la santé et du développement socio-économique. Elles peuvent nourrir sainement les enfants tout en créant un marché structuré pour les producteurs locaux. Le passage à l'échelle des innovations prometteuses exige une gouvernance multisectorielle pour inscrire durablement l'approvisionnement local des cantines scolaires dans les politiques publiques. Les femmes et les jeunes doivent être au cœur du dispositif car ils produisent, transforment et gèrent déjà une grande partie de l'alimentation des familles et leur inclusion est une condition de réussite.

C'est pourquoi la recherche-action est indispensable pour proposer des innovations basées sur des évidences scientifiques. Le projet « *Dynamiser les systèmes alimentaires locaux grâce aux cantines scolaires au Sénégal* », porté par IPAR-GRDR-CICODEV Afrique, avec l'appui financier du CRDI, vise à renforcer davantage les systèmes alimentaires locaux résilients dans un contexte de changement climatique, en optimisant les systèmes d'approvisionnement des cantines scolaires basés sur la production agricole locale et en veillant à la promotion des pratiques agroécologiques, de l'inclusion sociale et de l'égalité de genre. Avec une approche systémique, interdisciplinaire, multi-acteurs, inclusive et participative combinée à des méthodes de recherche qualitative, quantitative et expérimentale, il s'agit spécifiquement de : 1) faire un diagnostic des systèmes alimentaires locaux et des systèmes d'approvisionnement des cantines scolaires ; 2) analyser la prise en compte du genre et de l'inclusion sociale dans ces secteurs ; 3) identifier et expérimenter des solutions innovantes ; 4) dérouler des activités de partage des connaissances générées, de plaidoyer et de mise à l'échelle des bonnes pratiques.

RÉFÉRENCES

Banque Mondiale, 2023, *Alimentation scolaire : rapport SABER Sénégal*, PAM et Centre d'excellence contre la faim, Politiques de l'Alimentation en Milieu Scolaire

CI, 2023, *Programme SUKAABE JANNGO II 2018-2023*, Dakar, Rapport final de capitalisation

Diagne A., 2023, *Etude de cas sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire et la transition au Sénégal*, Dakar, Ministère de l'Education nationale, CRES et PAM, Rapport final

Diagne D. et Ndiaye S., 2023, *Etude/diagnostic sur l'état des lieux des politiques, institutions, règlements, lois, réformes, procédures existantes et favorables à l'alimentation scolaire au Sénégal*, Dakar, CICODEV, Counterpart International, Programme d'alimentation scolaire et de nutrition SUKAABE JANNGO II, Rapport final

Diagne D., 2024, *Le budget de l'alimentation scolaire au Sénégal : analyse budgétaire 2024*, Dakar, CICODEV Afrique, Counterpart International, Programme d'alimentation scolaire et de nutrition SUKAABE JANNGO II

LARTES, 2023, *Etude sur l'impact des programmes de protection sociale au Sénégal*, Dakar, CICODEV Afrique

DPRE/MEN, 2022, *Rapport national sur la situation de l'éducation*, Dakar, République du Sénégal, Rapport provisoire

FAO et al, 2017, *L'alimentation scolaire liée à la production locale : cadre de référence*, Rome, Synopsis

PAM, 2023, *Présentation de l'activité d'alimentation scolaire du PAM Sénégal*, Dakar

République du Sénégal, 2014, *Plan Sénégal Emergent*, Dakar

République du Sénégal, 2011, *Guide de mise en place et de gestion des cantines scolaires : "investissons pour un environnement scolaire productif"*, Dakar, MEN, DCaS et PDEF

Swensson L. F. J., 2020, *Harmonisation des règles et des pratiques de passation des marchés publics pour la mise en œuvre des initiatives d'alimentation scolaire liée à la production locale : le cas du Sénégal*, Rome, Agence italienne pour la coopération au développement et FAO, Rapport technique

Toukara S., Kébé S., Hathie I. et Tall L., 2024, « School Meals Case Study: Senegal ». Working Paper, London School of Hygiene & Tropical Medicine. DOI: <https://doi.org/10.17037/PUBS.04672263>

Union africaine, 2022, *Rapport biennal de l'Union africaine sur l'alimentation scolaire issue de la production locale (2021-2022)*, Union africaine, Addis-Abeba, Éthiopie